



N° DP 25/468

DECISION DU PRESIDENT

**AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DE LA DECISION PRESIDENT N°22/336 DU 25/04/2022 SIGNEE
AVEC LA SOCIETE "SNC TRANSPORTS MARITIMES ET
TERRESTRES DU LITTORAL VAROIS" RELATIVE A UN PLAN D'EAU
DANS LE PORT DE PORQUEROLLES - COMMUNE DE
HYERES-LES-PALMIERS - PROLONGATION D'UNE DUREE DE
12 MOIS**

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code des transports,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°19/10/344 du 03/10/2019 relative au plan d'affectation des postes d'amarrage,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n° 24/11/289 du 29 novembre 2024, relative aux redevances de stationnement et d'amarrage applicables sur le port de Porquerolles,

VU le contrat de délégation de service public n°21CONC02 du 31 mars 2021 portant sur la desserte maritime des îles d'or,

VU la convention n° DP 22/336 du 25 avril 2022 relative à l'occupation un plan d'eau au port de Porquerolles,

VU l'avenant n°2 – 21CONC02 – de prolongation de 12 mois du contrat de délégation de service public portant sur la desserte maritime des îles d'or,

CONSIDERANT qu'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) n°21CONC02 portant sur la desserte maritime des îles d'or a été notifié le 31 mars 2021 à la société SNC Transports Maritimes et Terrestre du Littoral Varois pour une durée de quatre (4) ans à compter du 1^{er} avril 2021 pour s'achever le 31 mars 2025,

CONSIDERANT que l'Annexe 11. « Principaux équipements des gares maritimes » du contrat de DSP, prévoit que le délégataire dispose d'emplacements à quai situés sur le domaine public portuaire de l'île de Porquerolles par le biais d'une autorisation d'occupation temporaire,

CONSIDERANT qu'il a donc été signé, entre la Métropole TPM et la société délégataire, une convention d'occupation de 4 postes d'amarrage à quai permettant à la société d'exercer toute activité destinée au stationnement de navires, hors opérations commerciales, sur le port de Porquerolles, à compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au 31 mars 2025, date d'expiration de la DSP de desserte maritime des îles d'or,

CONSIDERANT qu'un avenant n°2, délibéré en Conseil Métropolitain n°25/02/029 du 27 février 2025 prolonge la DSP à la société SNC Transports Maritimes et terrestre du Littoral Varois pour une durée de 12 mois, du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026 inclus,

CONSIDERANT que, dans ces conditions, il est nécessaire de proroger dans le même temps, par voie d'avenant, la convention d'occupation des 4 postes à quai pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026 inclus, nouvelle date d'expiration de la DSP,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE

DE SIGNER l'avenant n°1 de prolongation de la convention d'occupation de quatre postes d'amarrage situés au port de Porquerolles – Commune de Hyères-les-Palmiers.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **29 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



18 APR 1951





**AVENANT N°1
à la convention d'occupation temporaire N°DP 22/336 à la société « SNC
Transports Maritimes et Terrestre du Littoral Varois » relative à un plan
d'eau dans le port de Porquerolles - Hyères-les-Palmiers –
Prolongation d'une durée de 12 mois**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, dont le siège est situé Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la **décision n°** **du**

Ci-après désignée l'« Autorité portuaire »

D'une part,

ET :

La société en nom collectif Transports Maritimes et Terrestres du Littoral Varois, dont le siège social est situé 397, chemin de l'Estagnol, Bât E, la Moutonne, 83206 LA CRAU, immatriculée au RCS de Toulon sous le numéro 719 501 801 et représentée par sa gérante, Mme Michèle VINCENT, dûment habilitée aux fins des présentes,

Ci-après désigné le « Délégataire »

D'autre part,

Préambule :

Le contrat de délégation de Service Public (DSP) n°21CONC 02 en date du 31 mars 2021 portant sur la desserte maritime des îles d'or, signé entre la Métropole TPM et la Société en Nom Collectif (SNC) « Transports Maritimes et Terrestre du Littoral Varois » pour une durée de 4 ans, du 1er avril 2021 au 31 mars 2025, a été prolongé par avenant N°25/02/029 en Conseil Métropolitain du 27 février 2025 pour une période de 12 mois, soit du 1er avril 2025 au 31 mars 2026 inclus.

Selon l'Annexe 11 du contrat de DSP relative aux équipements des gares maritimes, il est prévu que le délégataire dispose, au port de Porquerolles et par le biais d'une autorisation d'occupation temporaire, d'une surface de plan d'eau pour le stationnement de ses navires. C'est pourquoi il a été signé une convention N°DP 22/336 du 25 avril 2022 pour l'occupation de 4 postes d'amarrage à quai situés sur le domaine public portuaire de Porquerolles.

Il est décidé de prolonger la convention susnommée par avenant pour une occupation des 4 postes jusqu'au 31 mars 2026 inclus, nouvelle date d'expiration de la DSP.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1.

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée stipulée à l'article 1 de la convention d'occupation N°DP 22/336 du 25 avril 2022 pour une période ferme de 12 (mois), soit du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026 inclus.

Article 2.

Toutes les autres dispositions de ladite Convention, que le bénéficiaire s'engage à respecter intégralement, demeurent inchangées.

Article 3 :

Tout litige relatif au présent avenant peut faire l'objet soit d'un recours administratif adressé à Monsieur le Président de la Métropole TPM, soit d'un recours contentieux passé devant le Tribunal Administratif de Toulon, accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Toulon, le

La société en nom collectif
Transports Maritimes et Terrestres
du Littoral Varois

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Michèle VINCENT

Jean – Pierre GIRAN

**CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE
CONSENTIE A LA SOCIETE « SNC TRANSPORTS
MARITIMES ET TERRESTRES DU LITTORAL VAROIS »
D'UN PLAN D'EAU DANS LE
PORT DE PORQUEROLLES**

COMMUNE DE HYERES-LES-PALMIERS

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision du Président n° 022/336 du 25/04/2022

Ci-après dénommée « l'Autorité Portuaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée »,

D'une part

ET

La Société SNC TRANSPORTS MARITIMES ET TERRESTRES DU LITTORAL VAROIS au capital de 15 245 € inscrite au registre du commerce et des sociétés de Toulon sous le numéro RCS 719 501 801 dont le siège social est situé 397, chemin de l'Estagnol – Bat E – La Moutonne – 83260 La Crau, représentée par sa Gérante Madame Michèle VINCENT.

Ci-après dénommée « le Délégué »

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Conformément à la délibération N°21/03/106 du conseil métropolitain du 25 mars 2021, la société SNC TRANSPORTS MARITIMES ET TERRESTRES DU LITTORAL VAROIS a été choisi comme délégataire de service public pour la desserte maritime des Iles d'Or (Porquerolles, Port-Cros et le Levant)

Dès lors il convient de l'autoriser à occuper les lieux visés à l'annexe 11 du contrat de DSP n°20DSP01

L'Autorité Portuaire consent donc à la société SNC une convention d'occupation temporaire de 4 postes à quai destinés au stationnement de navires localisés prioritairement sur les postes dédiés au commerce, installés sur le Port de Porquerolles.

Cette convention d'occupation destinée à permettre à l'Occupant d'exercer toute activité destinée au stationnement de navires, hors opérations commerciales, a été accordée à compter du 1^{er} janvier 2022 jusqu'au 31 mars 2025, date d'expiration de la Délégation de Service Public (DSP) de desserte maritime vers les Iles d'Or.

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – DESTINATION ET DUREE DE L'OCCUPATION :

Par la présente convention, l'Occupant est autorisé à occuper quatre postes à quai destinés au stationnement simultané de 4 navires localisés prioritairement sur les postes dédiés au commerce, identifiés sous les numéros COM01 à COM09, dans le cadre de l'application du règlement de police particulier du Port de Porquerolles, du plan d'affectation des postes et du plan de mouillage. Les dimensions maximales des postes étant de 35x9 mètres des emplacements COM01 à COM007, 33x8 mètres emplacement COM07, et 45x11 mètres emplacements COM08 et COM09 avec un tirant d'eau commun de 3.80 mètres.

La convention est établie à des fins de stationnement, hors opérations commerciales, du 1^{er} janvier 2022 au 31 mars 2025.

La localisation de ces emplacements est mentionnée à titre indicatif.

L'Autorité Portuaire se réserve le droit, en fonction des nécessités, d'en modifier, sous sa seule initiative, l'emplacement. Un nouveau poste, d'égale qualité, sera alors attribué au bénéficiaire.

La présente autorisation d'occupation est accordée à **titre strictement personnel**.

L'occupant ne pourrait également, sous forme quelconque, transférer, affermer, sous louer ou autoriser l'occupation, même à titre gratuit et temporaire du plan d'eau - objet de la présente convention - à une personne morale de droit public ou privé, ou à une personne physique.

Cette autorisation, précaire et révocable, est régie par les règles du droit administratif des collectivités territoriales, à l'exclusion de toutes autres législations, y compris celle relative au Code du Commerce car elle se trouve sur le Domaine Public Maritime, inaliénable et imprescriptible.

Les droits réels ainsi que les dispositions des articles L2124-32-1 à L2124-35 accordés en application du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques sont exclus.

ARTICLE 2 - CLAUSES FINANCIERES :

2-1) Calcul et montant de la redevance

L'Occupant versera une redevance annuelle calculée selon les tarifs et conditions d'usage des outillages publics, instruits annuellement conformément au Code des Transports.

La redevance est fixée pour l'année 2022 à **24 883 € TTC** (Vingt-quatre mille huit cent quatre-vingt-trois euros).

Elle a été calculée suivant le détail ci-après : Tarifs d'outillage public et des redevances de stationnement et d'amarrage 2022, A-II Catégorie commerce 1- Sous-catégorie « Transport public de passagers » forfait pour 4 navires stationnés : 24 783 € TTC + 100 € (terme fixe)

2-2) Modalités de règlement

Le Bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la Capitainerie de Porquerolles, à réception de la facture. Les chèques devront être libellés à l'ordre de la Régie du Port de Porquerolles.

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT :

L'Occupant s'engage à occuper les postes à quai qu'il devra maintenir en parfait état de propreté, conformément aux lois et règlements relatifs à son occupation.

L'Occupant se conformera strictement aux lois et règlements, notamment :

- d'ordre général, mesures et consignes de police générale ou spéciale permanentes et occasionnelles en vigueur sur le port,
- sur les dépôts de matières dangereuses, la sécurité des installations électriques entre autres,
- relatifs à l'hygiène et la sécurité du travail et fixant les conditions d'exercice de son activité,
- ainsi qu'à toutes les prescriptions générales et particulières données par les agents de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Il s'engage à fournir à l'Autorité Portuaire toutes autorisations correspondantes sur simple demande.

L'Occupant répondra de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait, soit de tiers. Il pourra être contraint par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à effectuer tous travaux de remise en état nécessaires.

ARTICLE 5 - JOUISSANCE DES LIEUX ET ETAT DES LIEUX :

L'Occupant prend les lieux, installations, dépendances dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux.

Il ne sera pas admis à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit.

Il ne pourra prétendre à aucune indemnisation, ni réduction de redevance pour pertes, dommages, troubles de jouissance, préjudices commerciaux qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 6 – ASSURANCES :

L'Occupant fournira dès son **entrée dans les lieux et au plus tard le 31 mars**, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

6-1 : Polices d'assurances :

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile.

6-2 : Sinistre :

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, l'Autorité Portuaire sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

6-3 : Indemnisation :

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

ARTICLE 7 – IMPOTS :

Le Bénéficiaire devra seul supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

ARTICLE 8 – EXECUTION DE TRAVAUX PAR L'AUTORITE PORTUAIRE :

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation du port, soit pour permettre ou parfaire sa construction ou son aménagement, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter si besoin est. Dans ces éventualités, le Bénéficiaire ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

ARTICLE 9 – RENOUVELLEMENT :

La présente autorisation, **de caractère précaire et révocable**, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

Aucun renouvellement ultérieur ne sera consenti à un Bénéficiaire d'une autorisation d'occupation temporaire ayant fait l'objet d'une révocation ou d'une résiliation.

ARTICLE 10 – CESSATION D'OCCUPATION. RESILIATION. RETRAIT DE L'AUTORISATION :

La cessation d'occupation pour quelque motif que ce soit n'ouvre aucun droit à versement d'indemnité par la Métropole Toulon Provence Méditerranée. La redevance pour occupation (hors retrait pour intérêt public) reste due par l'Occupant en son intégralité pour l'année entamée.

La cessation implique obligatoirement le rétablissement, sous 7 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). Le Bénéficiaire reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution, l'Autorité Portuaire est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

La cessation d'occupation intervient au terme normal de l'autorisation consentie, sans renouvellement.

Elle peut également intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties dans les conditions suivantes :

10-1 : Résiliation à la demande du Bénéficiaire :

Sur demande motivée du Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sans aucune formalité judiciaire ni indemnité.

10-2 : Résiliation d'office :

Elle intervient sur simple lettre recommandée avec accusé réception, lorsque l'Occupant n'est plus en possession des autorisations réglementaires exigées dans l'exercice de son activité, et notamment en cas de résiliation pour quelque cause que ce soit du contrat de délégation de service public portant sur la desserte maritime des îles d'or.

10-3: Résiliation par l'Autorité Portuaire pour défaut d'exécution du Bénéficiaire :

Elle est prononcée, sans aucune autre formalité, par l'Autorité Portuaire un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, adressée à l'Occupant pour l'inviter notamment à :

- se conformer à l'une quelconque des conditions de la présente convention,
- communiquer les autorisations réglementaires exigées par l'exercice de son activité,
- régler redevances ou factures impayées pour fournitures, prestations de services ou d'impôts dus au titre des prescriptions de la présente convention.

10-4 : Retrait pour cause d'intérêt général :

Par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'Occupant avec un préavis d'un mois. Dans ce cas de figure, le montant de la redevance sera calculé au prorata-temporis d'occupation. L'Occupant sera indemnisé du préjudice résultant des dépenses exposées pour l'occupation du domaine conformément à l'article R2125-5 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

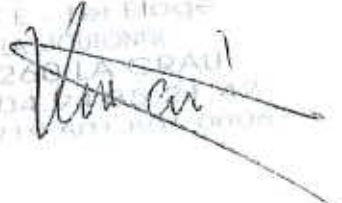
ARTICLE 11 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE :

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'extension de la présente convention seront de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

Fait à Toulon, le 11 MAI 2022

La Gérante de la Société SNC

Michèle VINCENT



Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

